



Déclaration FSU – CTSD du 19 janvier 2018

Janvier devrait être l'occasion de souhaiter des vœux pour la nouvelle année mais comment envisager une bonne année alors que, depuis des mois, les agents de la Fonction Publique subissent les attaques et les stigmatisations de la part du Président et de son gouvernement. Après le gel de leur salaire, après le retour du jour de carence, après la réduction des postes aux concours, ce ne sont pas les suppressions de postes pour la prochaine rentrée qui vont mettre fin au climat anxigène qui s'est installé. Ainsi, alors que le second degré s'apprête à accueillir 26 000 élèves de plus à la prochaine rentrée, le ministre nous annonçait fin décembre la suppression de 2600 postes dans les collèges et lycées, drôle de manière ou mépris pour nous souhaiter une bonne année.

Nous avons connu, par le passé, des suppressions de postes dues à une baisse des effectifs ; voilà maintenant que l'on supprime des postes d'enseignants lorsque les effectifs augmentent. C'est une première, sans doute une nouvelle façon de faire de la politique, basée sur une communication bien rodée mais très éloignée du terrain et de la réalité. L'académie de Lille est la plus touchée avec 136 suppressions de postes alors qu'elle gagne 661 élèves. Les choix académiques ont été de répartir ces suppressions sur les lycées professionnels et sur les collèges alors que ces derniers vont devoir absorber une hausse de 852 élèves à la rentrée 2018. Par stratégie, le ministère et le rectorat préservent ainsi les lycées à la veille de l'annonce d'une réforme qui pourrait bien supprimer de très nombreux postes les prochaines années.

Concernant les collèges du Nord, ils perdent l'équivalent de 33 postes pour 577 élèves supplémentaires. Pas facile, alors, de préparer la rentrée avec une telle contrainte. La méthode a donc été d'augmenter les seuils calculatoires de 0,5 à 1 élève pour toutes les catégories d'établissements, y compris pour les collèges de l'éducation prioritaire. Nos calculs, sur la base des mêmes seuils que l'année dernière font apparaître une économie de 45 divisions pour le département. Les conséquences seront une nouvelle dégradation des conditions de travail des élèves et des enseignants avec des effectifs toujours plus importants dans les classes.

Quant aux annonces du Ministre sur l'assouplissement de la réforme du collège avec le rétablissement des dispositifs qu'elle avait supprimés - les bilangues ou sections euros pour ne citer qu'eux -, nous sommes bien là, à nouveau, dans de la communication médiatico-politique car aucun moyen n'a été donné pour cela. Ainsi, il faudra faire des choix dans l'utilisation d'une marge horaire qui n'augmente pas mais qui accueille d'année en année toujours plus de dispositifs, la chorale étant le dernier en date puisque qu'annoncée en décembre par le ministre dans 7000 collèges à la rentrée 2018 mais, chorale qui ne voit toujours pas l'ombre de moyens supplémentaires. C'est une drôle de manière de lutter contre les inégalités quand l'institution ne permet pas à tous les élèves d'avoir accès aux mêmes enseignements selon l'établissement qu'ils fréquentent.

Pour terminer, comment ne pas évoquer les SEGPA, dont les moyens se réduisent d'année en année depuis 2015. Après qu'elles ont toutes perdu des heures postes, neuf d'entre-elles vont en perdre 29 cette année. Une perte qui doit être compensée par une mise en place de cours doubles en 6ème – 5ème, pratique pour l'administration mais pour le moins contestable sur le plan pédagogique. Ce n'est pas acceptable : les SEGPA ont montré leur

efficacité. La FSU continue de réclamer une augmentation et une sanctuarisation des moyens SEGPA au moins à la hauteur de ce qu'ils étaient à la rentrée 2015. C'est une nécessité pour continuer de permettre une prise en charge et une aide efficace des élèves.

Derrière la communication bienveillante et bien rodée du Ministre, les actions et les réalités pour les établissements sont tout autres. L'institution n'est jamais en manque d'imagination pour trouver les astuces afin de reprendre et de diminuer des moyens. La FSU dénonce les conditions prévues pour la rentrée 2018. Loin de la communication ministérielle officielle, c'est bien une attaque en règle contre l'École qui est l'objectif du gouvernement, et qui vise en particulier une académie fortement impactée sur le plan économique et social. La FSU appelle les personnels à se mobiliser et à lutter contre cette politique d'austérité imposée par le Président et son gouvernement au détriment de nos métiers et du devenir des élèves.